



Les USA mettent l'Irak dans une situation très précaire: faites sortir la Chine, les hachd et l'Iran du pays, sinon... (1/2)

Par [Elijah J. Magnier](#)

Mondialisation.ca, 27 avril 2020

[ejmagnier.com](#) 25 avril 2020

Région : [Asie](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Économie](#), [Guerre USA OTAN](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [IRAK](#)

L'Irak n'a jamais connu une fragmentation d'une telle ampleur, incarnée par une division sans précédent parmi les divers blocs politiques à l'intérieur d'un système parlementaire qui repose sur le consensus des blocs parlementaires au pouvoir.

Consciente du manque d'unité irakienne, l'administration américaine joue un rôle important en jetant de l'huile sur le feu.

L'intensité pétrolière dans l'économie irakienne est de l'ordre de 67 % de son budget. Le prix du pétrole est désormais si faible qu'il menace l'économie irakienne et est devenu un facteur contribuant à mettre en danger l'intégrité du territoire. La détérioration du niveau de vie, l'instabilité des infrastructures, l'apparition de la COVID-19 et ses répercussions économiques mondiales, ainsi que la division des partis qui veulent leur part au sein du gouvernement irakien sont tout autant de facteurs contribuant efficacement à l'instabilité actuelle de l'Irak.

Il est intéressant de noter que les USA promettent une récompense financière à ceux qui « fournissent des informations sur l'activité et le modus operandi des responsables du Hezbollah responsables du dossier irakien, soit le cheikh Muhammad Kawtharani et ses alliés ». C'est évidemment dû à son influence dans l'unification des groupes politiques chiites, sunnites et Kurdes irakiens et dans la facilitation de la formation du gouvernement. Il est clair que l'unité des différentes forces irakiennes va à l'encontre des intérêts américains à ce moment-ci.

L'administration américaine a de multiples « projets », dont celui de maintenir ses forces en Irak. Washington n'est pas disposé à se conformer à la décision du Parlement irakien, officiellement contraignante, de retirer les forces US de l'Irak. Les USA sont manifestement heureux de voir que les Irakiens ne sont pas parvenus à un consensus et qu'ils éprouvent des difficultés à choisir un futur premier ministre et un nouveau cabinet.

Cela s'est manifesté à plusieurs reprises par le passé, notamment sous le règne de l'ancien premier ministre Nouri al-Maliki, lorsque les USA ont refusé de remettre des armes déjà payées par l'Irak en 2014 (alors que Daech était passé à l'attaque et contrôlait le tiers du pays). De plus, quand Adel Abdul-Mahdi a pris le pouvoir en 2018, Washington s'en est pris

aux Forces de mobilisation populaire (FMP), à la police fédérale et à l'armée irakienne à Al-Qaïm qui étaient chargés de surveiller les mouvements du groupe armé « État islamique » à la frontière syro-irakienne. En outre, les USA, qui contrôlent l'espace aérien au-dessus de l'Irak, ont permis à Israël de frapper des entrepôts d'armes appartenant aux forces de sécurité irakiennes. L'ambassadeur américain en Irak a d'ailleurs confirmé à Abdel Mahdi la responsabilité directe d'Israël dans ces attaques, qui constituaient un mépris flagrant de la souveraineté irakienne et des modalités du partenariat avec les forces US basées en Irak.

Les USA sont allés encore plus loin en poussant la région au bord de la guerre lorsqu'ils ont assassiné le chef adjoint des FMP, Abu Mahdi al-Muhandis, et son invité irakien, le major général Qassem Soleimani, à l'aéroport de Bagdad.



Les USA ont réagi à l'échec de l'élection d'Adnan al-Zurfi (un proche allié de Washington hostile à l'Iran) au poste de premier ministre. Politiquement, les USA sont toujours prêts à exercer des pressions (comme ils l'ont fait au cours des années précédentes lors de la sélection des candidats au poste de premier ministre) sur leurs alliés politiques parmi les Kurdes et les sunnites pour qu'ils remettent en cause un nouveau candidat au poste de PM. Le choix de Mustafa al-Kazemi, l'ancien directeur des services du renseignement irakiens qui avait été nommé par l'ancien premier ministre USA Haider al-Abadi à l'époque, semble ne pas faire l'affaire de Washington.

Al-Kazemi a réussi à obtenir l'aval de la plupart des partis chiites; il n'y a pas d'objection aux noms des ministres qu'il a choisis. Sayyed Muqtada al-Sadr a cependant insisté sur son droit de s'opposer aux noms des ministres chiites. Quant aux alliés de Washington, sunnites et kurdes, ils ont rejeté la demande d'Al-Kazemi de sélectionner son propre cabinet, en faisant valoir leurs quotas et leur droit de choisir leurs ministres eux-mêmes. Al-Kazemi a dit à ses proches collaborateurs qu'il voyait cela comme un message des USA pour faire obstacle à ses efforts en vue de former un gouvernement. Les USA voulaient clairement des garanties avant de lever la menace d'instabilité qu'ils laissent planer sur l'Irak.

Washington a dicté de manière flagrante ses exigences aux responsables irakiens : annuler

tous les accords signés avec la Chine, dissoudre les FMP en fragmentant ses brigades et en les intégrant dans l'appareil de sécurité existant (ministère de la Défense et ministère de l'Intérieur). Les USA voulaient faire imposer leurs lourdes sanctions contre l'Iran et amener la Mésopotamie à fermer ses portes à la « République islamique » pour forcer Téhéran à tomber dans les bras des USA et ainsi reconnaître leur domination. Enfin, Washington voulait que le parlement irakien annule sa précédente décision d'exiger le retrait des forces US du pays, comme nous l'avons dit, une décision prise en grande partie à la suite de l'assassinat d'Abu Mahdi al-Muhandis et du major général Qassim Soleimani, à l'aéroport de Bagdad.

L'Amérique s'appuie sur les différences sunnites-sunnites et chiites-chiites parce que le fossé est devenu profond entre les partis politiques irakiens. Selon un décideur du bureau du premier ministre, après l'élection de Kazemi la semaine dernière, les USA voulaient forcer Adel Abdul-Mahdi à rester au pouvoir s'il satisfaisait aux exigences de Washington (maintien des forces US en Irak, annulation de tous les contrats avec la Chine, démantèlement des FMP et adhésion aux sanctions visant à punir l'Iran), une offre qu'il a catégoriquement refusée.

Certains partis chiites disent écouter les conseils de l'autorité religieuse de Najaf, Sayyed Ali Sistani, qui a fait tomber Adel Abdul Mahdi. L'appel à la démission d'Abdul Mahdi par Sayyed Sistani était en réponse aux demandes des manifestants qui voulaient des réformes et la fin de la corruption. La Marjaya n'est toutefois pas allée plus loin après avoir fait tomber Abdel Mahdi, même si elle est pleinement consciente que le premier ministre avait hérité d'un système corrompu par les 15 dernières années marquées par la domination et la cupidité des partis politiques.

Les partis sunnites et kurdes disent vouloir leur part dans le nouveau gouvernement et la Marjaya à Najaf n'a aucune autorité sur eux. Les sunnites sont divisés entre le président du Parlement, Muhammad al-Halbousi, qui veut nommer lui-même les 6 ministres sunnites (11 pour les chiites, 4 pour les Kurdes et 2 pour les minorités) en ne laissant aucun choix à son allié Khamis Khanjar al-Issawi, chef du parti « Axe arabe ». Le leader kurde Massoud Barzani a également demandé que Fouad Hussein soit maintenu comme ministre des Finances, alors qu'il avait été convenu qu'aucun ministre du gouvernement précédent ne serait nommé dans le gouvernement actuel. Il ne faut donc pas sous-estimer la difficulté qui attend le nouveau candidat Mustafa al-Kazemi.

Elijah J. Magnier

Traduit de l'anglais par Daniel G.



[Les USA mettent l'Irak dans une situation très précaire: faites sortir la Chine, les Hachd et l'Iran du pays, sinon... \(2/2\), 28 avril 2020](#)

La source originale de cet article est ejmagnier.com
Copyright © Elijah J. Magnier, ejmagnier.com, 2020

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca